

JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Mais pourquoi est ce que les prix du pétrole sont en baisse malgré les troubles au Moyen-Orient ? p.1
- = Le dilemme des majors pétroliers : chercher ou acheter les réserves ? p.4
- = Pourquoi l'innovation ne génère-t-elle plus de croissance ? p.7
- = Janet Yellen pense que vous pouvez devenir riche en vous endettant p.9
- = Recul du Dow Jones : pourquoi ? p.11
- = La Bundesbank cherche son or... p.13
- = Et si les marchés actions ne baissaient jamais plus ? p.15
- = « La solution aux malheurs de l'Italie est très simple : sortir de l'euro !... » p.18
- = Europe : FAUT-IL ESPÉRER UN NOUVEAU SÉISME ? p.28
- = La crise, alibi des faibles, énergie des forts p.30
- = Plus de déflation, donc plus d'Etat ? p.32
- = 'Et maintenant, ceci: un défaut semble de plus en plus probable en Ukraine' p.34
- = Les conseillers auprès de l'UE préconisent le recours à l'armée pour combattre les grèves et les manifestations !!! p.35
- = Médias : seuls 22% des américains font confiance à la presse écrite... p.39



Mais pourquoi est ce que les prix du pétrole sont en baisse malgré les troubles au Moyen-Orient ?

Jeff Rubin 24/09/2014 Posted on 24 septembre 2014

Dans le passé, les conflits militaires au Moyen-Orient et la menace de rupture d'approvisionnement faisait flamber les prix du pétrole.

- Aujourd'hui, les prix du pétrole sont en baisse alors que des guerres civiles se déroulent en Irak, en Syrie et en Libye, et que les atrocités commises par ISIS ont poussé le monde occidental à mener une action militaire, le Hamas et Israël sont dans la plus intense période de conflit depuis des années.
- La région est une poudrière.
- La menace de pertes de production est là sur les pays de la région.
- Historiquement, de tels des troubles généralisés aurait provoqué une hausse des prix mondiaux du pétrole, mais au lieu de s'élever du fait des risques géopolitiques, le Brent, le prix de référence mondial, est récemment descendue en dessous de 100 dollars le baril.
- Malgré les troubles dans la région productrice de pétrole le plus

important au monde, le prix du Brent est inférieur à ce qu'il était en Juin.

Les grandes économies consommatrices de pétrole dans le monde peuvent laisser échapper un grand soupir de soulagement.

- Dans le passé, les chocs pétroliers provenant du Moyen-Orient ont conduit à des récessions dévastatrices.

Pour les investisseurs des sociétés pétrolières, cependant, le recul récent des prix du pétrole brut mondial soulève une autre question.

Si le prix du brut ne monte pas avec ce qui se passe au Moyen-Orient, alors que faut-il pour augmenter les prix ?

Est-ce que la déconnexion actuelle entre les marchés mondiaux du pétrole et ce chaos qui touche cette région signale la fin de l'ère des prix du pétrole trois chiffres?

- Selon les producteurs de schiste aux États-Unis, c'est la production prolifique de Bakken et d'Eagle Ford qui a diminué l'influence sur le marché de l'OPEP.
- Bien que la loi américaine actuelle interdise la vente de brut à l'étranger, la vente de 3,5 millions de barils par jour de produits raffinés comme l'essence et le diesel, contribue à maintenir un plafond sur le prix du pétrole ailleurs dans le monde.

C'est une théorie, mais la vraie raison de la baisse du prix mondial du pétrole est la même que la baisse du charbon.

- Les prix du charbon ont été divisés de moitié au cours des deux dernières années – la demande ne progresse plus au rythme d'autrefois.
- La consommation de pétrole des États-Unis, de loin le plus grand dans le monde, a récemment chuté à 18,6 millions de barils par jour, en baisse de près de 21 millions par rapport à la période ayant précédé la dernière récession.

La demande de pétrole a atteint un sommet européen il y a plus de 20 ans et a diminué chaque année depuis 5 ans.

Même la soif de la Chine pour le pétrole diminue à mesure avec le ralentissement de la croissance économique.

Les derniers chiffres de la production industrielle du pays ont été les plus

faibles depuis 2008 en effet, les prévisions de la demande mondiale de pétrole sont en baisse, qu'il s'agisse de l'Agence internationale de l'énergie, de l'Energy Information Agency des États-Unis, ou même de l'OPEP. Si la tendance à l'affaiblissement de la croissance de la demande se poursuit, le pétrole va encore baisser.

Tout comme l'a fait le prix du charbon.

- Les prix spot Newcastle, prix de référence mondial pour le charbon, ont chuté d'un pic de plus de 140 \$ la tonne au début de 2011 à moins de 70 \$ la tonne.
- La chute des prix ont fait des ravages dans l'industrie.
- Les entreprises charbonnières ont fait faillite, les mines ont fermé et les investisseurs ont vu leurs portefeuilles décimés.
- Depuis début 2011, les géants de charbon tels que Peabody Energy et Arch Coal ont perdu plus de 80 pour cent de leur valeur de marché.



Si les prix du brut suivent le même chemin, les prix pourraient se rendre à 88.90 \$ le baril dans un avenir pas trop lointain.

Pour le moment, il semble que la production non classique en Amérique du Nord a diminué la puissance de l'OPEP .

- Cela peut facilement se produire dans un monde où le pétrole est à 100 \$, parce que ces prix élevés incitent les producteurs à utiliser des nouvelles sources d'approvisionnement coûteuses tels que le Bakken ou les sables bitumineux de l'Alberta.

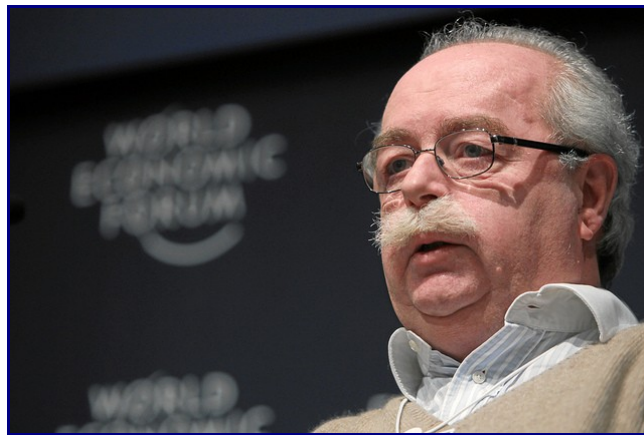
Dans un monde de baisse des prix, cependant, la production à coût élevé issue des schistes et des sables bitumineux, contrairement au brut classique à faible coût des endroits tels que l'Arabie saoudite et l'Iran, seront les plus durement touchés.

Les investisseurs dans le secteur pétrolier de l'Amérique du Nord doivent se demander ce qui arrive quand la baisse des prix diminue la rentabilité.

Le dilemme des majors pétroliers : chercher ou acheter les réserves ?

Par Aymeric de Villaret. Publié le 25 septembre 2014 [Contrepoints](#)

Changement de stratégie à la tête de Total : après les risques, le recentrage sur les fondamentaux.



En septembre 2010, Total, sous l'impulsion de Christophe de Margerie, avait décidé de fortement miser sur l'Exploration. Quatre ans plus tard, devant le relatif échec de cette stratégie, le major pétrolier vient de changer de responsable de l'Exploration (recrutement à l'extérieur) et paraît décidé à prendre moins de risques.

Total : 2010 -2011 : une politique d'exploration agressive

Rappelons-nous la journée investisseurs à Londres du 26 septembre 2011, où Marc Blaizot, responsable de l'Exploration, expliquait – après un an de cette nouvelle orientation – tous les avantages d'une exploration plus risquée avec

recherches de nouvelles frontières.

Il est vrai que de plus petites sociétés pétrolières, telles Tullow Oil, trouvaient des hydrocarbures avec de nouveaux thèmes géologiques et dans de nouvelles régions.

De son côté, Total décevait depuis de nombreuses années dans la réalisation de ses objectifs de production, ayant privilégié les zones qu'il connaissait bien, à savoir le Golfe de Guinée et la Mer du Nord. La succession du bloc 17 en Angola se faisait attendre.

Le budget Exploration fut ainsi augmenté de 1,8 Md \$ en 2000 à 2,5 Mds \$ en 2012.

2012 : toujours des espoirs

Lors de la présentation de septembre 2012, les espoirs de découvertes étaient toujours très présents avec même une très forte hausse du potentiel d'exploration. Mais force est de constater que les découvertes ne furent pas à la hauteur des espoirs. Aucune découverte majeure ni véritable amélioration du montant de ces dites réserves. Ainsi les réserves de Total qui étaient de 11,4 milliards de barils équivalent pétrole fin 2011 sont-elles de 11,5 fin 2013...

2013 : réduction des dépenses d'investissements



Sourcier du pétrole

Après une forte hausse des dépenses d'investissements du groupe, le message de septembre 2013 fut celui d'une réduction de ces mêmes dépenses. Il faut aussi reconnaître que les marchés financiers privilégient le « retour à

l'actionnaire » et que les investissements de 2011-12-13 pénalisaient le cash-flow libre. D'ailleurs l'annonce en septembre 2013 d'une réduction des investissements fut très appréciée de la communauté financière.

2013-2014 : Tirer les leçons de cette expérience

Deux nouvelles nominations au sein du groupe :

1) avec celle d'Arnaud Breuillac, en janvier 2014, en tant que directeur général Exploration-Production de Total qui va rejoindre le Comité Exécutif en octobre 2014. Ses missions principales sont de réduire les coûts :

2) et surtout avec le recrutement à l'extérieur d'un nouveau responsable de l'Exploration. L'arrivée du canadien Kevin McLachlan début 2015, à la place du français Marc Blaizot, est un « choc » comme l'a déclaré Christophe de Margerie, pour un groupe où tous les membres du comité exécutif ont fait leur carrière dans le groupe.

Nouvelle stratégie début 2015 lors des résultats annuels

Quelle sera-t-elle ?

Bien sûr il faudra attendre les résultats annuels et l'arrivée de Kevin McLachlan, mais au vu des indications données le 22 septembre, il ne serait pas surprenant que celle-ci se traduise par :

1) une réduction des dépenses d'Exploration

2) une politique active d'acquisitions de réserves d'hydrocarbures. Cela serait le prolongement de ce que disait déjà Christophe de Margerie, considérant qu'à partir du moment où un groupe a une politique de « respiration active » de ses actifs avec des cessions et des acquisitions, l'important était de remplacer les réserves d'hydrocarbures ; qu'importe que ce soit par Exploration ou par Acquisition. C'est ainsi que l'on peut par exemple intégrer la prise de participation de Total dans l'appel d'offres du Brésil pour développer les réserves du champ géant de Libra.

Conclusion

En septembre 2010, Total, sous l'impulsion de Christophe de Margerie, devenu Directeur général du groupe, avait décidé de fortement miser sur l'Exploration.

Quatre plus tard, lors de la présentation stratégique du 22 septembre, force est de constater que, malgré ces efforts, les découvertes ne sont pas à la hauteur

des espoirs attendus avec un niveau de réserves fin 2013 (11,5 Mds barils équivalent pétrole –bep-) que très peu supérieur à celui de fin 2010 (10,7 Mds bep).

Aussi devant cette relative déception, Total tire les leçons de cette expérience et

- 1) vient de nommer un canadien extérieur au groupe à la tête de l'Exploration
- 2) se focalise sur la rentabilité de ses réserves à venir : que ce soit un baril découvert ou acheté.

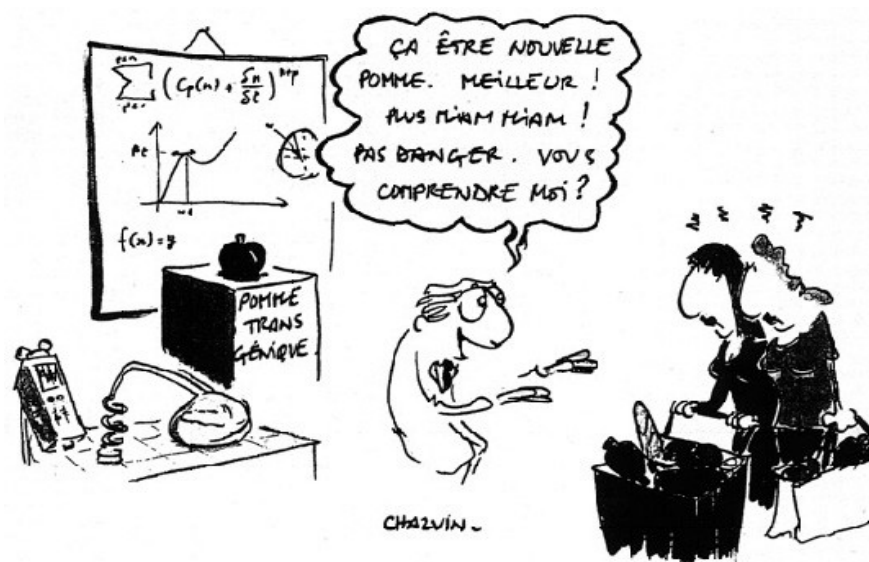
Le dilemme d'un major pétrolier est de renouveler ses réserves et d'augmenter son cash-flow disponible afin d'augmenter le dividende pour satisfaire l'actionnaire...

C'est pourquoi, devant le relatif échec de ses efforts d'exploration, Total semble revenir à une politique moins dynamique et plus financière devant lui permettre de le faire à long terme.

Nous serons fixés début 2015 à l'occasion des résultats annuels 2014.

Pourquoi l'innovation ne génère-t-elle plus de croissance ?

Philippe Herlin : 25 septembre Blog de la résistance



Nous sommes le jeudi 25 septembre de l'an de Grace 2014 : Voici la revue de presse !

Avec pour commencer, cette réflexion sur l'innovation et la croissance : j'irai plus loin que Philippe Herlin , en disant que l'innovation est telle

qu'elle pourrait déjà impacter la productivité à tel point qu'on aurait même plus besoin de faire travailler l'homme normalement , ce qui devrait nous faire changer radicalement de modèle civilisationnel où on ne penserait plus en terme de croissance mais en termes de préservation des ressources il faut tout repenser, et un état trop lourd serait sûrement un obstacle ; Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance

== =

La croissance moyenne en Europe, au Japon et aux États-Unis ne cesse de ralentir par rapport aux décennies précédentes, et elle tend autour de zéro, désormais, pour les deux premiers, et de 2% pour le troisième. Pourtant, dans ces pays, l'innovation demeure foisonnante, quantité de nouveaux services apparaissent, de nombreuses startups se lancent et lèvent des fonds, et la recherche scientifique continue de faire des découvertes. Alors pourquoi cette inventivité (qui permet de faire plus et mieux avec moins) ne se traduit-elle pas par de la croissance économique ?

Il existe, bien sûr, une raison purement économique : le poids croissant de l'État dans l'économie, le montant des impôts et l'accumulation des réglementations qui découragent l'entrepreneur et étouffent l'initiative. Mais poursuivons sur le terrain de l'innovation...

C'est que l'innovation comporte un inconvénient, formulé par l'économiste Joseph Schumpeter : la "destruction créatrice". Au début, elle rend obsolète des produits qui se vendaient bien, pousse à la faillite des entreprises trop sûres d'elles-mêmes, et détruit de l'emploi. C'est le processus normal du capitalisme, d'une société où règnent les libertés économiques. Seule cette voie permet l'enrichissement d'un pays, la hausse du niveau de vie et le plein emploi, par delà des crises de croissance.

Cependant, de plus en plus, l'État est tenté d'intervenir pour protéger les entreprises existantes. On l'a vu avec les banques lors de la crise de 2008, et cela continue aujourd'hui avec l'action des banques centrales qui maintiennent leurs taux au plus bas, de façon à faciliter le refinancement du système bancaire. L'État fédéral américain a également aidé General Motors et d'autres grandes entreprises. On le voit aussi avec des innovations de rupture qui font face à la puissance étatique et aux corporatismes comme, par exemple, Uber, qui voit son développement entravé dans de nombreux pays

sous la pression des taxis, ou Airbnb, qui voit se dresser devant lui de nombreuses municipalités. Ce type d'alliance entre les grandes entreprises, les corporations et les pouvoirs publics afin de maintenir le statu quo, c'est ce qu'on appelle le "capitalisme de connivence" ("crony capitalism"), qui prend, malheureusement, de plus en plus d'ampleur.

Mais il y a pire : l'État prétend parfois indiquer le sens du progrès et y consacre des sommes gigantesques, au point de déformer complètement les logiques de marché (effet d'aubaine, course à la subvention, satisfaire l'appel d'offre plutôt que s'interroger sur les besoins du consommateur). C'est le cas du réchauffement climatique et des dépenses astronomiques engagées dans l'éolien, le photovoltaïque, la lutte contre le CO2. Nous n'aborderons pas le problème de fond ici, mais nous remarquerons tout de même qu'un organisme international a été créé spécifiquement pour prouver ce réchauffement (Intergovernmental Panel on Climate Change, GIEC en France) et que, s'il en venait à invalider cette tendance, il perdrait toutes ses subventions... voilà qui n'encourage pas forcément à l'objectivité scientifique.

Au final l'État se mêle de plus en plus de l'innovation, de ses applications dans la société comme des directions qu'elle doit prendre, à coup de réglementations et de subventions. Le marché, c'est-à-dire la rencontre des entrepreneurs et des consommateurs, a de moins en moins son mot à dire. Comment s'étonner ensuite que le flux d'innovation n'irrigue plus suffisamment l'économie ?

<https://www.goldbroker.com/fr/actualites/pourquoi-innovation-genere-pas-croissance-598>

Janet Yellen pense que vous pouvez devenir riche en vous endettant

Par Phoenix Capital - *Gains, Pains and Capital*
Publié le 25 septembre 2014

Le plus récent discours de Janet Yellen a été révélateur.

Voici l'énoncé de ce discours :

L'importance de l'accumulation d'actifs pour les ménages à revenus faibles et modérés

A lui seul, cet énoncé nous en dit long. Sous Bernanke et Yellen, les

politiques de la Fed ne sont jamais parvenues à créer de nouveaux emplois ou à stimuler les revenus. La seule chose que la Fed est parvenue à achever a été la hausse du prix des actions et de l'immobilier.

Pour Yellen, la capacité d'un individu à améliorer son niveau de vie n'a donc rien à voir avec l'obtention d'un emploi lui offrant un meilleur salaire. Le meilleur moyen pour lui d'y parvenir est selon elle d'accumuler des actifs, ou d'acheter une maison, ou les deux.

Voici comment pense la Fed : en termes de prix d'actifs et d'effets de levier. Ce sont deux choses dont seuls 0,1% des Américains les plus riches peuvent bénéficier. En effet, les politiques mêmes de la Fed (taux d'intérêts zéro, excès de liquidité) bénéficient plus aux plus fortunés, parce que ces derniers peuvent utiliser leur capital comme collatéral afin de bénéficier de la hausse des prix des actifs.

C'est la stratégie que Larry Ellison a utilisé des années durant pour vivre au-delà de ses moyens déjà importants :

Comment Larry Ellison finance son somptueux mode de vie

L'un des mystères qui planent autour de Larry Ellison est sa capacité à se permettre une multitude de manoirs, d'îles, de yachts et d'avions, tout en conservant les parts de sa société.

Le PDG d'Oracle compte parmi les hommes les plus riches du monde, avec plus de 30 milliards de dollars. Et pourtant, il ne vend qu'une petite quantité des actions de sa société. Et la dernière fois que je me suis renseigné, les fabricants de yachts n'acceptaient pas les actions Oracle comme moyen de paiement.

Nous avons désormais une idée de la manière dont Larry Ellison finance son mode de vie.

Selon un document publié ce mois-ci par Oracle, Ellison aurait utilisé 139 millions d'actions pour « sécuriser une partie de son endettement, dont des lignes de crédit variées ». En d'autres termes, il a utilisé 4,2 milliards de

dollars d'actions pour garantir ses prêts personnels.

http://www.cnbc.com/id/49194482/How_Larry_Ell...avish_Lifestyle

Le multimilliardaire peut grâce à cet effet de levier investir sur l'immobilier ou les actions... chose que ne peut pas faire l'Américain moyen. Plus de 95% des Américains ne peuvent pas acheter une maison en liquide. Pour eux, acheter une maison est synonyme d'endettement, et non de génération de capital.

Pour une majorité d'Américains, la seule manière de générer du capital au travers de l'investissement sur l'immobilier serait d'acheter une propriété puis de voir sa valeur augmenter substantiellement pour pouvoir tirer un profit de sa vente après taxes (en gain de capital comme foncières).

Cela signifie que :

- 1) le prix des propriétés doit augmenter,
- 2) un grand nombre de variables doivent jouer en la faveur de l'acheteur.

Le fait que Yellen pense ainsi en dit long. La Fed ne parle pas de revenus ou d'emplois, parce qu'elle ne sait pas comment en générer. Mais les prix des actifs sont faciles à faire grimper... Dépensez simplement trois trillions de dollars, et vous vous retrouverez avec un marché des actions en grande forme...

Recul du Dow Jones : pourquoi ?

25 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

- Le Dow Jones a perdu du terrain. Pourquoi ?

Frappes aériennes en Syrie... Ebola... ralentissement de l'immobilier... sommets record... Alibaba...

L'argent intelligent sait quoi faire : il fuit !

Selon le proverbe, il ne faut pas faire sonner la cloche lorsqu'un marché est à son plus haut. Mais nous entendons des alarmes se déclencher un peu partout.

Les initiés utilisent l'argent des actionnaires pour racheter des actions.

Ensuite, ces mêmes actions sont attribuées aux dirigeants — comme primes de performance. Et que font-ils avec ? Ils s'en débarrassent.

Gonflez le marché avec de l'argent facile et du crédit à taux zéro. Les valeurs grimpent, faisant passer des milliers de milliards de dollars dans les poches des personnes les plus riches du monde... ce qui attire de plus en plus d'investisseurs naïfs sur les marchés. Pendant ce temps, les initiés rachètent leurs propres actions — ce qui fait grimper plus encore leurs cours. Ils sont récompensés de cette merveilleuse manoeuvre avec encore plus d'actions, qu'ils vendent aussitôt.

Mais mettons ça de côté et continuons notre série sur "comment devenir riche". Nous en sommes encore à la première partie, intitulée "Hommage à la pauvreté".

Hier, nous avons souligné que souvent, une personne devient riche et s'aperçoit qu'elle ne fait plus ce qu'elle aime. Dans l'exemple d'hier, nous parlions d'un cuisinier. Son restaurant est bondé tous les soirs. Il ouvre donc une chaîne de restaurants ; maintenant, il gagne vraiment beaucoup d'argent. Mais il ne cuisine plus.

Dans d'autres cas, il prend simplement sa retraite... ou vend son affaire. A présent, c'est pire encore — il n'a rien à faire !

▪ **Débrouille et roulotte**

En ce qui nous concerne, nous avons continué à travailler. Mais nos passe-temps ont souffert. Maçon amateur depuis 40 ans, notre activité favorite était de récupérer des matériaux de construction pour créer des espaces de vie agréables avec très peu d'argent. Nous le faisons parce que cela nous plaisait. Mais nous n'avions pas le choix aussi ; nous devions nous "débrouiller" avec ce que nous pouvions trouver.

A présent nous n'avons plus besoin de nous "débrouiller", il est donc difficile de justifier le fait d'aller fouiller dans des bennes ou de ramasser des meubles inutilisés sur le trottoir. Il est également difficile de décider de faire nous-même le travail — alors que nous savons que nous pouvons embaucher un professionnel qui fera mieux.

Nous bâtissons encore des choses... mais une partie du plaisir s'est évaporée.

Il y a quelques années, par exemple, nous avons décidé de construire une roulotte en bois. On peut les décorer comme on veut, elles sont jolies et

peuvent être très confortables, selon la quantité de travail qu'on y investit. On peut en mettre une dans son jardin comme décoration... ou la faire fonctionner comme bureau ou chambre d'amis.

J'ai trouvé une charrette utilisable comme base. Mais avant de nous y mettre, inévitablement, la question s'est posée : ne vaudrait-il pas mieux en acheter une directement ?

Sauf que cela nous aurait privé du plaisir de la construire nous-mêmes.

Nous avons donc choisi cette solution (nos enfants ont aidé), et nous sommes ravis de l'avoir fait. Tout de même, sans un besoin pressant pour nous motiver, cela semblait un peu frivole. Ce n'était qu'un passe-temps.

L'argent vous libère de la nécessité de faire quoi que ce soit. Mais lorsqu'on se débarrasse de Mère Nécessité, on devient orphelin. On est seul au monde, sans personne pour vous dire de vous lever le matin, de vous tenir droit et de cirer vos chaussures. On peut vite finir par ressembler à un clochard.

Lorsqu'on n'a personne d'autre à qui rendre des comptes que soi-même... il arrive que le patron soit un crétin. On peut alors glisser dans un abîme existentiel. Sans but précis, peu importe ce que l'on fait : on peut avoir l'impression de ne rien avoir à faire qui en vaille la peine. La vie elle-même peut sembler vide et inutile.

Et ensuite ? On peut faire de sa richesse un style de vie. On peut traîner avec d'autres riches... acheter une grande maison à Aspen... donner de l'argent à des artistes et à des associations caritatives... et se faire sauter le caisson. Aspen a un taux de suicide quatre fois supérieur à la moyenne nationale des Etats-Unis.

La suite demain...

[La Bundesbank cherche son or...](#)

25 sept 2014 | [Simone Wapler](#) |

... Et ce n'est pas si simple de le retrouver

- Mardi 23 septembre petit coup de mou boursier. Malgré les manigances monétaires des banques centrales (ZIRP, TARP, QE1, QE2, QE3, TWIST, LTRO, TLTRO, MTRO), les bénéfices des entreprises ont déçu M. le Marché.

Et si, finalement, l'argent imprimé et le crédit infini ne faisaient pas le bonheur ? Horrible doute : Ben Bernanke, Janet Yellen, Mario Draghi, Shinzo Abe... tous des illusionnistes ? L'éclairage change, le public est moins sous le charme des lapins et colombes qui sortent des chapeaux des banquiers centraux, la magie se dissipe.

Mercredi 24 septembre, le très vénérable *Financial Times* notait dans son sous-titre :

"L'or et les bons du Trésor américain sont achetés tandis que de nouveaux soucis concernant la croissance de l'Eurozone provoquent une baisse brutale des actions européennes".

Damned ! Vous remarquez : l'or vient avant les bons du Trésor. Le journaliste du *Financial Times* aurait-il perdu l'esprit ? Pour qui écrit-il ?

La seule monnaie avec laquelle on ne triche pas, c'est l'or et l'argent. C'est pour cela que ces métaux sont haïs du secteur financier, des banques centrales et des politiciens. Avec de l'or, les échanges sont francs et simples : on en a... ou pas. Et en pratique, il vaut mieux en avoir pour pouvoir échanger. Avec de la monnaie fiduciaire, tout se discute. On échange contre une promesse de payer un jour peut-être. Pétrole contre bons du Trésor américain... L'or est une monnaie qui ne se dilue pas. Aucun banquier central ne peut créer de l'or. Tandis que si vous avez un euro d'épargne et qu'un banquier central décide de faire surgir du néant 1 000 euros, des banques commerciales vont pouvoir prêter cet argent ; votre épargne entre alors en concurrence avec cette fausse monnaie. C'est ainsi que se gonflent les bulles — immobilières, boursières et obligataires — et que le pouvoir d'achat de votre épargne se dilue. L'or est la seule monnaie démocratique dont le peuple puisse avoir le contrôle. Et le peuple réclame à nouveau ce contrôle dans plusieurs pays.

▪ **Après les Allemands, les Suisses veulent remettre la main sur leur or**
Evidemment, ce n'est pas une demande de l'UBS, du Crédit Suisse ou de la Banque Nationale Suisse. C'est une initiative de trois députés qui ont recueilli les 100 000 signatures de rigueur. Le 30 novembre, il va donc y avoir une votation, comme on dit là-bas. Les Suisses se prononceront aussi sur une possible interdiction faite à la BNS de vendre de l'or.

La BNS affiche officiellement une réserve de 1 040 tonnes après avoir vendu près de 50% de ses réserves en 1999 et a indiqué en conserver 70% sur le sol

suisse, le reste étant entreposé à la Banque d'Angleterre et à la Banque du Canada. Oui, mais voilà : loin des yeux, loin du coeur... Et quand on sait que les banques centrales "louent" leur or pour se faire une petite pièce, on préférerait que ce soit bien le leur qui soit loué et non pas celui dont elles ont la garde.

Le rapatriement n'est toutefois pas chose aisée, comme le montre l'expérience allemande. En janvier 2013, l'Allemagne a déclaré vouloir faire revenir son or réparti entre la Réserve fédérale de New York, la Banque d'Angleterre et la Banque de France, soit 1 400 tonnes. Ce rapatriement est progressif mais la moitié de l'or germain (700 tonnes) devrait être rentré au bercail en 2020. Les débuts sont laborieux puisqu'en un an, seulement 37 tonnes sont revenues. En juin 2014 une information diffusée par Bloomberg circulait selon laquelle l'Allemagne renonçait à son opération récupération, nouvelle aussitôt vigoureusement démentie par Peter Boehringer, un des initiateurs de l'opération.

Le journal belge *Express* indiquait le 18 septembre que "la Bundesbank a missionné certains des membres de son conseil de gouvernance pour qu'ils se rendent à New York constater par eux-mêmes que les réserves d'or que l'Allemagne conserve aux Etats-Unis s'y trouvent toujours". En mai, déjà, l'Autriche a annoncé qu'elle allait aussi pratiquer un audit sur ses réserves entreposées à la Banque d'Angleterre, toujours selon l'*Express*. Au Pays-Bas, un mouvement similaire s'amorce. La confiance ne règne plus vraiment.

Les dettes gonflent, les bons du Trésor sont toujours mis en avant comme la valeur refuge par excellence mais les tours de prestidigitateurs des banquiers centraux perdent de leur magie. L'argent ne fait pas le bonheur, mais le faux argent, celui du crédit adossé à rien, ne fait que le malheur. Cette idée semble cheminer en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Suisse.

Et si les marchés actions ne baissaient jamais plus ?

25 septembre 2014 | [Cécile Chevré](#) |

Et si... cela ne se passait pas comme nous le pensions ?

Un des lieux communs les plus partagés sur les marchés actions actuellement est le suivant : complètement dopés par les liquidités, ils n'apprécieront pas du tout une possible remontée des taux directeurs par la Fed.

La plupart des analyses – les miennes aussi d'ailleurs – reposent sur ce présupposé. C'est pour cette raison que les marchés saluent toujours avec soulagement les annonces de la Fed qui renvoient aux calendes grecques un changement de politique de taux.

A l'issue de la dernière réunion du comité de la Fed (le FOMC), la semaine dernière, Janet Yellen avait expliqué que l'inflation était toujours trop basse par rapport aux objectifs officiels. La présidente de la Fed avait aussi souligné une faiblesse persistante de l'économie américaine, et avait revu à la baisse ses prévisions de croissance. Deux bonnes raisons pour ne pas toucher aux taux.

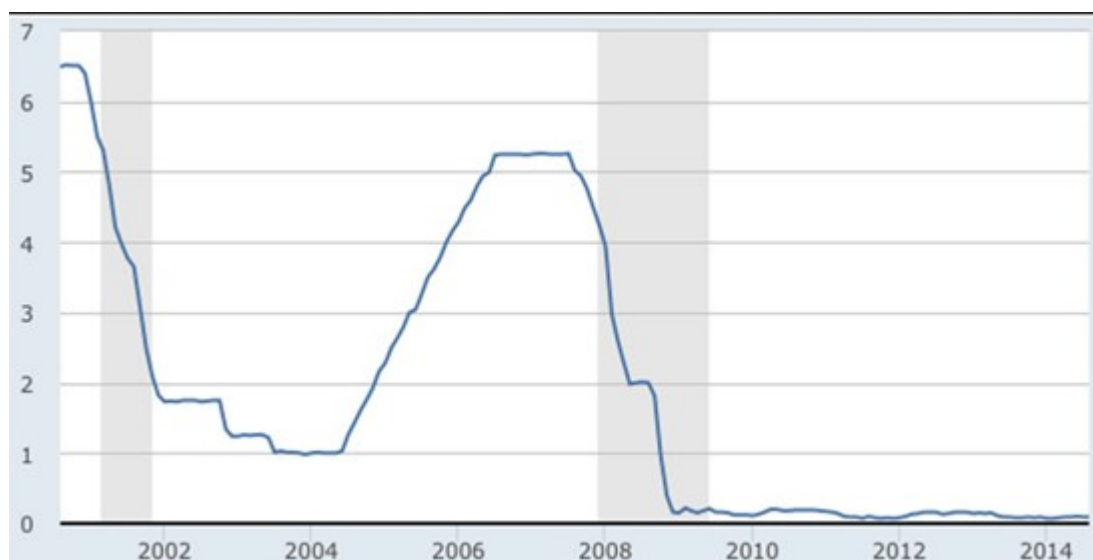
Une décision que les marchés ont apprécié, comme toutes les précédentes fois où la Fed les avait rassurés quant à ses intentions.

Et si nous nous trompons ? Et si les marchés n'avaient aucune intention de dévisser, quoi que la Fed décide.

Cette étonnante hypothèse – avouez que vous avez failli en avaler votre glotte – n'est pourtant pas inédite.

Retour en 2004. 4 ans après le krach de la bulle Internet et la crise économique qui a suivi. La Fed, considérant que la récession vit ses derniers instants, décide de remonter ses taux. Ajoutez à cela, qu'en 2003, le S&P 500 avait gagné plus de 35%. Un grand virage dans la politique de taux destiné à empêcher que les choses s'emballent.

Et voici ce que ce changement donne en graphique :



Evolution du taux directeur de la Fed

La question qui doit vous brûler les lèvres est la suivante : mais qu'ont fait les marchés actions ?

Eh bien là encore, un graphique vaut mieux qu'une longue explication :



Evolution du S&P 500

Après une année 2004 sans grande tendance et marquée par la volatilité, le S&P 500 s'est fortement repris dès 2005 pour se lancer bille en tête dans une nouvelle phase de hausse.

Les marchés peuvent-ils nous faire un *bis repetita* ?

Vous pourrez objecter que les conséquences du krach de la bulle Internet ne peuvent pas être comparées en intensité avec celles qui ont suivi le krach de 2007. Certes. Ou encore que le krach des dot.com n'avait touché qu'une partie de l'économie mondiale, et non pas l'ensemble. Vous avez raison. Ou bien enfin que l'ampleur de l'intervention des banques centrales en 2007 a dépassé tout ce nous avons connu par le passé. Je suis entièrement d'accord avec vous.

Reste que l'humeur des marchés – nous avons pu le constater ces dernières années – ne prend pas vraiment en compte l'état de santé de l'économie. Seule semble compter la politique des banques centrales.

En 2004, les intervenants avaient clairement joué la prudence... d'où la stagnation du S&P. Ils savaient que les actions pouvaient chuter, mais n'étaient pas non plus prêts à mettre leur main au feu qu'elles allaient le faire. Donc ils n'ont pas tout vendu. Et au fur et à mesure que les mois passaient, ils ont repris confiance et sont redevenus entièrement haussiers.

Un tel scénario peut-il se reproduire ? C'est tout à fait envisageable. Cela fait

plus d'un an et demi maintenant que la Fed évoque régulièrement une possible remontée des taux dans ses discours. Des paroles qui jusqu'à présent non jamais été suivies par des actes, mais qu'importe, les marchés s'habituent progressivement à cette idée.

Si la Fed se décide à changer de politique monétaire – ce que je ne suis pas sûre qu'elle fera –, les marchés pourraient avoir la même réaction en 2004. Et les actions pourraient ne pas chuter. Une possibilité à prendre en compte...

« La solution aux malheurs de l'Italie est très simple : sortir de l'euro !... »

Charles Sannat 25 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Non, non, ne me fusillez pas tout de suite en me disant que je suis très pessimiste avec un titre comme celui-là. Il n'est pas de moi... je suis innocent (pour une fois) ! C'est un article du toujours excellent quotidien *The Telegraph* à Londres. À un moment, j'ai espéré que la perfide Albion soit démantelée, mais le royaume de sa très vieille majesté tient toujours debout. En attendant, du coup, leur effondrement à eux, rien n'empêche donc nos amis anglais de parler un peu des problèmes des autres.

Mais où est donc passée la 7e compagnie ?

Au moment où nous parlons, l'attention est focalisée sur les difficultés de la France, d'autant plus que Manu (Valls) est allé voir Merkel et le patronat allemand pour leur expliquer « icheulibeudischee petite entreprize allemande » et « je vé faire ein grosse réformeu »... Bon, je concède que ma maîtrise de la langue de Goethe reste modeste.

Bref, la France ci, la France ça, la France et sa Tour Eiffel, ses dettes, ses déficits, son taux de croissance miteux, son chômage pléthorique et tout le tintouin. Mais il y a pire que nous (si, si, je vous assure c'est possible), et ce pire se nomme « Italie ».

Attention, je précise que je ne suis pas italophobe. J'aime les Italiens (surtout les Italiennes, quoi qu'en dise la théorie du genre qui n'existe pas), j'ai découvert avec ravissement Rome et quelques autres coins assez spectaculaires de ce grand pays qu'est l'Italie, mais après les compliments

d'usage, force est de constater qu'en termes économiques chez eux... la situation est digne d'une pizza trop cuite (chez nous ce sont les carottes qui sont cuites mais cela revient au même).

Enrico Letta... « le magicien »

Vous vous souvenez de ce type, oui jeune, très jeune, c'est un peu le Macron italien sauf que lui, il est Premier ministre là-bas. Bon, il nous a été vendu comme étant la solution à tous les maux de l'Italie, qu'il allait réussir à faire de la relance et de la rigueur simultanément et patati et patata... Et boom ! Patatras... évidemment. D'ailleurs, c'était prévisible. J'en profite pour vous glisser au passage qu'en Espagne, la paella est cramée et qu'au Portugal cela sent la morue faisandée MAIS tout va très bien madame la marquise, et l'euro est sauvé (j'adore le titre de ce film, un navet bruxellois mais c'est un autre sujet).

L'endettement italien explose encore un peu plus et il n'était pas brillant. Les déficits ? Itou. La croissance ? Y'a pas. Le chômage ? Tout plein ! Les licenciements ? Un gros paquet de charrettes tendance wagons entiers. La chienlit économique quoi !

Je laisse donc la parole à nos amis anglais.

Traduction par mes soins

« Quelque chose de grand commence à se profiler et à changer en Italie. En effet, ce pays est sur la bonne voie pour devenir le premier grand pays à faire un défaut souverain.

De quoi l'Italie a-t-elle le plus besoin immédiatement ? D'une croissance économique décente.

Aucun pays n'incarne mieux le malaise économique européen que l'Italie. Les gens disent souvent que l'Italie ne peut pas avoir d'ennuis parce qu'elle est si riche... Et elle l'est riche, en beauté naturelle et trésors historiques, avec les villes et les merveilleux paysages, des gens adorables, la nourriture merveilleuse, le vin et d'un mode de vie attrayant.

Mais comme pays, elle ne fonctionne pas vraiment.

Certains aspects du problème ont été là depuis des siècles ; certains sont relativement nouveaux. Avant la guerre, une grande partie de l'Italie était

pauvre. Pendant les années 1950 et 1960, bien que la politique italienne était chaotique et le gouvernement dysfonctionnel, l'Italie s'est industrialisée et l'économie a progressé très vite en grimpant rapidement dans les classements de PIB.

En 1979, en PIB mesuré, l'Italie a même dépassé le Royaume-Uni, un événement dont les Italiens se réjouissaient en l'appelant Il Sorpasso (« le dépassement » ou « le dépassement », comme on veut).

Les problèmes sous-jacents étaient masqués.

Bien qu'il y ait une tendance à une inflation élevée, le soulagement était toujours à portée de main sous la forme d'une livre plus faible, c'est-à-dire de dévaluations monétaires répétitives et régulières.

Et l'économie italienne a continué de croître. Mais alors que tout a commencé à aller mal, le Royaume-Uni a dépassé l'Italie de nouveau en 1995 et l'écart entre les deux économies s'est creusé depuis.

Pour voir le problème en perspective, tous les pays du G7, sauf l'Italie et le Japon, ont maintenant dépassé le niveau du PIB dont ils jouissaient avant la Grande Récession qui a démarré en 2007 avec la crise des subprimes. Le Canada est 9 % au-dessus du niveau de 2008, alors que le PIB italien est encore 9 % en dessous. De plus, l'économie continue à se contracter.

Ce n'est pas une nouveauté. Depuis que l'euro a été créé en 1999, le taux de croissance annuel moyen de l'économie italienne n'a été que de 0,3 %.

Autant dire rien du tout ! Croissance 0 en Italie depuis maintenant 15 ans !!

Certes, tout n'est pas la faute à l'euro. Il y a un besoin urgent de réforme et le système politique semble toujours aussi incapable de fournir ce qui est nécessaire. Avec les délocalisations et la mondialisation, l'Italie a été l'un des premiers malades de la montée de la concurrence des pays émergents.

Alors que l'Allemagne produit du haut de gamme, l'Italie était dans le moyen de gamme, que la Chine et d'autres ont réussi à produire à moindre coût très rapidement (même problème pour l'industrie française qui a toujours été moyen de gamme).

L'euro n'a certainement pas aidé parce que, dès le début, les coûts italiens ont continué à augmenter plus vite que ce qu'ils ont fait en Allemagne et d'autres pays clés. Cette fois, cependant, il n'y avait plus pour l'Italie la possibilité d'agir sur les taux de changes et les dévaluations pour retrouver de la

compétitivité. Personne ne s'est occupé de ce sujet central et les coûts ainsi que les prix italiens ont été laissés en plan.

Certes, le taux d'inflation a fortement baissé. En effet, il est maintenant légèrement négatif. Cela n'est guère surprenant étant donné que le taux de chômage tourne à 12,6 %. Contrairement à d'autres membres périphériques de la zone euro, l'Italie n'a pas fait grand-chose pour réduire son écart de compétitivité.

Alors l'Italie finira sans doute par faire comme la Grèce ou l'Espagne ou encore l'Irlande. Elle baissera les salaires et donc ses coûts de production et cela finira par rendre les produits italiens plus concurrentiels mais aggravera un autre grand problème de l'Italie : la dette.

Bien qu'officiellement à 3 % (attention, le gouvernement italien a quelques milliards régulièrement d'arriérés de paiement à ses fournisseurs qu'il ne comptabilise pas dans le déficit), le déficit du gouvernement n'est pas particulièrement élevé, le vrai problème financier est lié à l'encours de la dette, accumulé à la suite d'une longue série de déficits. Il est frappant d'ailleurs de constater qu'au cours de la récente période d'austérité, le ratio de la dette sur PIB a augmenté. Il est aujourd'hui de plus de 130 % du PIB.

Si l'économie stagne et que les prix chutent, alors le PIB nominal va diminuer lui aussi et mécaniquement, cela va provoquer une très nette dégradation du ratio de dette/PIB même si le budget est en équilibre (c'est d'ailleurs exactement ce phénomène qui explique que l'endettement de la Grèce continue à augmenter alors que ce pays a bénéficié de plusieurs énormes plans d'aide).

L'Italie est très proche de la situation que les économistes appellent « le piège de la dette », c'est-à-dire lorsque le ratio de la dette augmente de façon exponentielle.

La seule issue possible est soit par l'inflation, soit par le défaut.

L'Italie ne peut pas s'en sortir par l'inflation puisqu'elle n'a pas sa propre monnaie. Donc, à moins que quelque chose ne commence à changer très bientôt, l'Italie est sur la bonne voie pour un défaut souverain d'anthologie.

Vous entendez souvent le point de vue que la crise de la dette publique en Italie est impossible parce que les Italiens ont un taux d'épargne personnelle très élevé et que par conséquent, il y aura toujours des fonds pour acheter de

la dette.

Cela signifie que la dette italienne est principalement due aux Italiens eux-mêmes.

C'est en grande partie vrai. Mais il peut toujours y avoir une crise budgétaire. Tout simplement parce que si les Italiens ont des économies, cela ne signifie pas pour autant qu'ils vont volontiers verser cet argent à l'État, en particulier lorsque la non-viabilité des finances publiques implique qu'à un certain stade, il y aura un défaut.

Comme nous l'avons vu, la dette grecque a pu être « restructurée » sans agiter le système financier parce que la Grèce est marginale dans le système financier mondial. Mais l'Italie n'est pas la Grèce. Le marché italien des obligations d'État est le troisième plus grand au monde, après les États-Unis et le Japon. Quelqu'un quelque part est assis sur d'énormes stocks de dette italienne – pour la plupart des banques italiennes. Ainsi, une crise de la dette italienne se transformera inévitablement en une crise bancaire.

(Notez par ailleurs que les banques françaises et allemandes sont bardées d'obligations italiennes...)

Alors vous direz que pour le moment, il n'y a aucun problème. Les marchés sont heureux de prêter au gouvernement italien à 10 ans à 2,4 %, soit juste un petit 1,3 % au-dessus de l'équivalent allemand.

Rappelez-vous, avant que la crise ne frappe, c'est exactement ce que les marchés font généralement. Leur spécialité est de passer de l'insouciance à la panique en un tournemain.

Comment l'Italie pourrait-elle échapper à tout cela ?

Les problèmes profondément enracinés ne vont pas s'améliorer du jour au lendemain.

Le pays a besoin d'une réforme fondamentale de son système politique, de ses tribunaux, de son système fiscal et la législation sur le travail. Même si tout cela était réalisé, l'Italie resterait toujours embourbée dans une dette publique colossale.

Comme le reste de la zone euro, ce dont l'Italie a le plus besoin immédiatement, c'est d'une croissance économique décente.

Peut-être qu'à l'échelle européenne, la reprise sera atteinte grâce à une

combinaison d'audace de la BCE et de détente budgétaire allemande, mais mieux ne voudrait pas trop compter là-dessus.

L'option radicale pour l'Italie serait de quitter l'euro et de permettre, grâce à une monnaie faible, de générer un boom des exportations, une hausse de l'inflation, plus d'impôts et une charge de la dette plus supportable. »

Eh bien voilà... pendant que tout le monde roupille encore y compris notre gouvernement, il faut que nos deux Manu (le Macron et le Valls) sachent qu'une nouvelle crise de la zone euro est en gestation. Pour le moment, le feu couve et c'est une évidence. La question est quand est-ce que les flammes apparaîtront aux yeux de tous ?

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

[Faillite de la Banque Privée Espírito Santo](#)

Vous vous souvenez de la plus grosse banque portugaise qui officiellement n'a pas fait faillite mais qui ne se porte pas bien non plus ? Eh bien pour les filiales étrangères, c'est sauve-qui-peut et dépôt de bilan. Ainsi, la Banque Privée suisse Espírito Santo est bien en faillite et désormais, c'est avec l'administrateur judiciaire qu'il faudra discuter pour essayer de récupérer ses sous...

Disons-le ! Soyez prudents, très prudents dans le choix de votre banque. Débancaisez et surtout, préparez-vous.

« L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a ouvert la faillite de la Banque Privée Espírito Santo SA en liquidation le 19 septembre 2014 à 8h. Dans ce cadre, elle a mandaté comme Liquidateur, Carrard Consulting SA, pour en assurer et en superviser les opérations. Le Liquidateur s'engage à mettre tout en œuvre pour mener à bien cette mission en veillant aux intérêts des créanciers et des collaborateurs. À compter de ce jour, la Banque est fermée et cesse toutes ses activités à l'exception de celles en lien avec la procédure. »

Charles SANNAT

[Pour voir en temps réel ce que donne la page Web de votre banque lorsque cette dernière a fait faillite, c'est ici !!](#)

Les activités commerciales dans la zone euro au plus bas depuis décembre

Il semblerait que la « croissance » européenne ne soit pas vraiment bonne. Vous êtes surpris hein ? Il n'y a que Hollandouille 1er qui attend encore le retour de la croissance pour le sauver des eaux. Il n'y aura aucun miracle européen et l'intransigeance allemande signe en réalité la fin de la zone euro. Les intérêts économiques de l'Europe du Sud et de celle du Nord ne sont désormais plus compatibles et la monnaie unique ne pourra pas survivre, ou alors nos économies et industries seront laminées au profit uniquement de l'économie allemande.

Charles SANNAT

BRUXELLES, 23 septembre (Xinhua) – Les activités commerciales dans la zone euro en septembre ont chuté à leur niveau le plus bas depuis décembre, illustrant le malaise qui existe dans l'économie de la zone euro, selon une étude publiée lundi.

Markit Economics a expliqué que son Indice composite des responsables d'achat (PMI) avait baissé pour la deuxième fois, passant de 52,5 en août à 52,3.

Au-dessus de 50, on parle d'expansion, alors qu'en dessous on parle de recul. « Avec la hausse de la production et la baisse de la demande, le chômage n'a pas réussi, une fois de plus, à montrer une augmentation significative », a déclaré Chris Williamson, économiste en chef à Markit.

« Une telle torpeur a signifié que les prix ont continué à chuter alors que les entreprises continuaient à se battre pour les clients, ce qui élèvera inévitablement les inquiétudes concernant une déflation dans la région », a expliqué M. Williamson.

La Banque centrale européenne (BCE) sera déçue de la faiblesse du PMI, a-t-il poursuivi. La déflation pourrait retarder la décision d'achat des individus, qui peuvent être amenés à penser que les prix pourraient baisser s'ils attendent.

Le 4 septembre, la BCE a décidé de réduire tous les taux d'intérêts de 10 points de base et de commencer à acheter des avoirs du secteur privé non financier.

Comme la demande s'affaiblit, elle conduira ensuite les entreprises à réduire leurs investissements, ce qui aggravera la situation de l'emploi et limitera de nouveau la demande, et ainsi mettra la pression sur les prix.

« Le danger est que les efforts de la BCE pour stimuler l'économie ne s'avèrent inefficaces face aux vents contraires qui exacerbent une demande déjà affaiblie », a ajouté M. Williamson.

Qui est l'homme le plus riche du Chine ?

L'homme le plus riche de Chine, et l'un des plus riches du monde, est donc Jack Ma, le patron et fondateur du groupe Alibaba (et les 40 voleurs ?).

Cela doit attirer notre attention sur la nouvelle puissance économique chinoise. Majeure. Et cela nous promet une sacrée bataille avec l'empire américain qui ne souhaite pas partager son leadership mondial.

Charles SANNAT

BEIJING, 23 septembre (Xinhua) – Jack Ma, fondateur du groupe Alibaba, est devenu l'homme le plus riche de Chine avec un patrimoine de 150 milliards de yuans (24,4 milliards de dollars), selon la liste des grandes fortunes chinoises de 2014 publiée mardi par l'Institut de recherche Hurun.

Jack Ma, 50 ans, arrive en tête de la liste annuelle, détrônant Wang Jianlin, fondateur du promoteur immobilier Dalian Wanda Group, malgré une croissance de 7 % de sa richesse. Wang Jianlin arrive cette année à la deuxième place avec une fortune de 145 milliards de yuans.

C'est la première fois que Jack Ma arrive en tête de la liste, en grande partie grâce à l'introduction d'Alibaba à la Bourse de New York. Il devrait atteindre la 25e place du classement des fortunes mondiales de Hurun.

Cinq des dix personnes les plus riches de Chine sont issues de l'industrie des technologies de l'information, illustrant son essor. Pony Ma du géant de l'Internet Tencent arrive à la cinquième place avec un patrimoine de 108,5 milliards de yuans, suivi par Robin Li, PDG de Baidu.com, avec 105 milliards de yuans, Liu Qiangdong, PDG de JD.com se classe à la 9e place avec 53 milliards de yuans, et Lei Jun, fondateur et PDG de la marque chinoise de smartphones Xiaomi à la 10e place avec 45 milliards de yuans.

Le seuil des dix premières fortunes s'élève à 45 milliards de yuans cette

année, soit 20 % de plus que l'année dernière.

Russie : Gazprombank commence à émettre des cartes UnionPay de Chine

La Russie fait face à des sanctions économiques massives de la part de l'Occident. C'est dans ce cadre que la Russie a été exclue par les sociétés Visa et MasterCard de leur système de paiement, ce qui est très gênant. La Russie a donc développé sa propre solution appelée UnionPay qui est désormais déployée... en Chine.

C'est une information d'une extrême importance car cela montre les liens économiques désormais stratégiques qui unissent la Russie et la Chine vers plus d'indépendance aux systèmes occidentaux, c'est-à-dire avant tout américains et anglo-saxons.

Le monde change et le moment de la confrontation économique approche. Diffusez cette information massivement et surtout, préparez-vous !

Charles SANNAT

MOSCOU, 23 septembre (Xinhua) – Gazprombank, l'une des trois plus grandes banques de Russie, a annoncé lundi qu'elle avait commencé à émettre des cartes bancaires utilisant le système de paiement chinois UnionPay.

Selon la banque, les clients pourront recevoir des cartes UnionPay avec un nouveau compte, ou les utiliser comme cartes MasterCard ou Visa supplémentaires associées à un compte existant.

En avril, la banque a signé un protocole d'entente avec UnionPay International, une filiale internationale de l'UnionPay de Chine.

L'OCDE exhorte le Japon à assouplir les impacts de la hausse de la taxe de vente

C'est la blague économique du jour. Il faut que la Japon augmente ses taxes et en particulier la TVA pour ne pas faire faillite tout de suite mais l'OCDE voudrait que le Japon « assouplisse » les impacts de la hausse de la TVA, ce qui veut dire que l'OCDE voudrait en clair une augmentation moins forte de la TVA qui va évidemment étouffer un peu plus la consommation nippone et donc la non-croissance japonaise...

Encore une fois, personne ne veut admettre qu'il n'y a plus aucune bonne solution ou solution facile pour sortir de la crise dans laquelle nous sommes. Quelles que soient les solutions, nous sommes dans une crise mondiale sans précédent et nous n'en sortirons qu'au prix d'immenses souffrances.

C'est la raison pour laquelle nous devons nous préparer.

Charles SANNAT

TOKYO, 22 septembre (Xinhua) – La Banque du Japon (BOJ), la banque centrale du pays, devrait prendre des mesures pour assouplir les effets négatifs potentiels de la prochaine phase de hausse de la taxe de vente prévue par le gouvernement, a indiqué lundi un responsable haut placé de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Rintaro Tamaki, secrétaire général adjoint de l'OCDE, a déclaré lors d'une conférence de presse à Tokyo que la hausse de taxe supplémentaire de 2 % prévue en octobre 2015 représentera un nouveau fardeau pour l'économie japonaise, la troisième plus importante du monde, alors que la croissance économique du pays a presque cessé après une hausse de la taxe de vente imposée en avril 2014.

Le ralentissement économique provoqué par le changement fiscal devrait être évité à travers « des mesures à court terme, dont une politique monétaire », a estimé M. Tamaki.

« La BOJ devrait s'engager le plus tôt possible à maintenir sa politique d'assouplissement monétaire » après 2015, en gardant un œil sur les hausses de taxes futures, a ajouté M. Tamaki.

Cependant, l'ancien vice-ministre japonais des Finances a mentionné que l'OCDE ne recommande pas de stimulus fiscal substantiel au Japon, compte tenu que la hausse de la taxe vise à améliorer la santé financière léthargique du Japon, la pire parmi les grandes économies développées du monde.

L'économie japonaise a connu une baisse réelle annualisée de 7,1 % au deuxième trimestre de l'année en raison de la hausse de la taxe de vente imposée en avril, et cette tendance suscite des doutes à savoir si le gouvernement devrait poursuivre ce changement fiscal en 2015.

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a fait savoir qu'il prendra une décision finale sur le dossier d'ici la fin de l'année après avoir évalué les

indicateurs économiques publiés jusqu'en décembre.

Europe : FAUT-IL ESPÉRER UN NOUVEAU SÉISME ?

25 septembre 2014 par François Leclerc |

Est-il besoin d'aligner les données les plus officielles pour mettre en évidence que l'Europe est engagée dans une lente mais irrésistible descente vers la récession et la déflation ? Et que tous les pays en donnent désormais les signes, même l'Allemagne (pour ne plus parler de l'Italie et de la France) ? « Notre reprise est modeste, faible, inégale et fragile mais ce n'est pas une récession », a déclaré hier Mario Draghi en parlant de la zone euro, mais que dira-t-il demain, après avoir mis si longtemps à reconnaître la pression déflationniste en se réfugiant derrière les prévisions favorables mais sujettes à caution du taux du swap d'inflation à 5 ans, avant de finalement l'admettre ?

L'institut allemand IFO laisse prévoir pour le troisième trimestre une croissance zéro pour le pays, ramenant celle-ci à 1,5% pour l'année en cours. « La plus importante économie de la zone euro se trouve dans une situation dangereuse, entre un atterrissage en douceur et une longue période de quasi-stagnation » constate pour sa part l'économiste en chef du groupe financier ING. Il commence à être perçu que ce que l'Allemagne a accompli – et dont son gouvernement fait aujourd'hui un modèle pour tous – a bénéficié d'un contexte international favorable qui a disparu et de l'existence d'une puissance industrielle sans équivalent.

En Allemagne même, un constat sévère fait son apparition : « Les infrastructures allemandes malades : une Nation qui s'effrite lentement », [titre Der Spiegel](#) à propos du livre que vient de publier Marcel Fratzscher, le président de l'important institut de recherche économique DIW. Sous le titre « L'illusion allemande », c'est un véritable réquisitoire décrivant l'obsolescence des infrastructures et l'insuffisance des investissements du pays. Celui-ci est sur « trajectoire descendante » et « vit sur ses réserves », conclut l'auteur en réclamant une réactivation de la politique d'investissement, loin des recettes serinées.

Comment comprendre les récentes passes d'arme à propos de la relance du marché des Asset-backed securities (ABS) opposant le président de la BCE à la Bundesbank et au gouvernement allemand, si ce n'est en l'interprétant comme d'un côté la compréhension de la nécessité d'agir pendant qu'il est

encore temps, et de l'autre la volonté de s'en tenir mordicus à la même politique ? Le premier bouscule par pragmatisme et en utilisant les moyens du bord des convictions étriquées qui mènent en droite ligne au *piège à liquidités* et à la *stagnation séculaire* qui va de pair. Le capitalisme avait-il besoin de cela ?

[Dans une nouvelle interview à Der Spiegel](#), Jens Weidmann claque avec constance toutes les portes ouvertes qui se présentent pour ancrer ses propres convictions : rien ne doit permettre de soulager la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils réalisent d'incontournables *réformes structurelles*, dont la seule évocation tient lieu de description (n'évoquant dans ses propos que « certaines stipulations »). Une forte incitation, soit dit au passage, à opposer à celles-ci d'autres réformes, toutes autant *structurelles* mais poursuivant des objectifs radicalement différents... La liste a commencé à en être dressée de tous côtés.

Le président de la Bundesbank a beau jeu d'ironiser non sans raison à propos de ceux qui fondent leurs espoirs dans la BCE en remarquant qu'ils prétendent agir sur les symptômes mais ne guérissent pas la maladie, mais c'est pour s'en tenir à son propre et sempiternel diagnostic. Dans la même veine, rompant avec une pratique instituée qui interdisait de commenter les décisions de la BCE, Wolfgang Schäuble a déclaré aujourd'hui devant le Bundestag qu'il n'était « pas spécialement ravi » du projet de la BCE d'acheter en grand des titres financiers (des ABS), s'étant auparavant chargé avec son collègue français de lui couper l'herbe sous le pied.

Comment, dans ces conditions, ne pas enregistrer le caractère dérisoire de l'opposition à la politique dominante et l'inconsistance des mesures qui sont préconisées pour *relancer la croissance*, à Bruxelles, à Rome ou à Paris ? Un sommet va y être consacré qui va encore se payer de mots et de chiffres ronflants. Cette pseudo politique achoppe sur la faiblesse des moyens financiers qui vont être pratiquement réunis, elle diverge sur leur origine publique ou privée et ignore les questions essentielles auxquelles il va bien falloir revenir : où faut-il désormais rechercher la croissance, quels objectifs prioritaires lui donner et pour finir de quoi est-elle faite ?

Le temps ne serait plus aux interrogations sur sa nature et son calcul, disparues du paysage, car tout serait bon à prendre sans faire la fine bouche, croit-on comprendre. Il serait plutôt à multiplier les incantations de toute

sorte, à propos de *réformes structurelles* ou d'un retour à la *normalité* exprimant une profonde incapacité à prendre en compte ce qui s'est passé et se poursuit. La chancelière Angela Merkel ne vient-elle pas de déclarer sans sourciller que « les premiers fruits du succès sont visibles » en Grèce pour venir à l'appui de ses idées ?

Quel nouveau séisme faudra-t-il pour que les lignes bougent ?

La crise, alibi des faibles, énergie des forts

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans [Macro Economie](#) - 22 septembre 2014

Quand j'entends un ancien président de la République française oser affirmer, et faire expliquer par ses lieutenants, que seule une très grave crise économique mondiale l'a empêché de réaliser toutes les réformes qu'il projetait, je ne peux m'empêcher d'être très en colère.

D'abord, parce que les rares réformes qu'il a conduites l'ont justement été parce qu'il a été contraint, par la crise, à agir, très insuffisamment, sur les retraites ; et à gérer, très efficacement, le sauvetage du système bancaire européen.

Ensuite parce que beaucoup d'autres pays, en Europe et ailleurs, ont eu le courage de se réformer dans une crise. Avec un succès visible quand ils l'ont fait lors de récessions précédentes, comme la Suède ou l'Allemagne ; avec un succès qui s'annonce, quand ils l'ont fait dans la crise actuelle, comme l'Espagne, le Portugal ou la Grande Bretagne.

Enfin, parce que l'expérience a montré que, quand il n'y a pas de crise, on réforme encore moins, puisqu'on a le sentiment que tout va bien : de ce point de vue, le cas du gouvernement Jospin en France est exemplaire.

Alors, si on ne réforme ni pendant que tout va bien, ni pendant la crise, on réforme quand ?!!

Le président actuel, l'ancien président, et la classe politique toute entière, doivent apprendre à reconnaître ce que tous les Français savent bien : ne pas agir quand on est confronté à une crise, c'est se condamner soi-même. Ils doivent apprendre les bases de la gestion des entreprises et des émotions personnelles, anticiper les crises et s'en servir comme moteur de la modernité.

En particulier, Nicolas Sarkozy, dont le retour en politique est bienvenu, doit avoir le courage de reconnaître qu'il a eu tort, pendant son quinquennat, de se servir de la crise financière mondiale comme prétexte pour justifier son inaction ; qu'il aurait dû au contraire s'appuyer sur cette immense secousse pour lutter contre les rentes, réduire les injustices, supprimer les départements, réformer l'école primaire, libéraliser les professions réglementées, faire des économies budgétaires, améliorer la compétitivité, libérer le travail le dimanche, réformer la formation permanente, remettre en cause le principe de précaution et les régimes spéciaux de retraite. Il doit aussi reconnaître qu'il a laissé à son successeur une situation très difficile, dans laquelle réformer était plus urgent encore ; il doit comprendre enfin que le successeur de son successeur, qu'il aspire à être, sera lui aussi confronté à cette même crise, et qu'il ne pourra en prendre prétexte pour ne pas agir.

Ou alors, s'il persiste à dire qu'on ne peut pas agir par temps difficiles, c'est qu'il reconnaît ne pas avoir été lui-même transformé par la crise personnelle qu'il a traversée et qu'il fera, de retour au pouvoir, les mêmes erreurs que lors de son premier mandat.

Les Français savent que la crise est l'alibi des faibles et l'énergie des forts. Ils ne feront plus confiance à quelqu'un qui n'aurait ni humilité, ni compassion, ni lucidité, ni courage, ni vision : l'humilité de reconnaître ses erreurs ; la lucidité de comprendre que le monde a changé, confronté à d'autres enjeux avec des nouvelles valeurs ; la compassion pour les plus faibles et les exclus ; le courage d'agir vite et fort ; et la vision d'avenir pour un grand pays, qui aurait tous les moyens de le rester si ceux qui le dirigeaient ne pensaient qu'à sa grandeur.

j@attali.com

Plus de déflation, donc plus d'Etat ?

Posté le 25 septembre 2014 par Bruno Colmant, Belgique

La situation déflationniste dans laquelle nous plongeons exige de relire les grands auteurs de la science économique.

A cet égard, on oppose souvent Adam Smith, le théoricien du libéralisme à Marx, autant qu'on polarise Keynes et Friedman.

Pourtant, à les consulter de manière scrupuleuse, ces auteurs ne diffèrent pas

sur la nécessité d'une stimulation budgétaire afin de compenser l'accumulation d'épargne, le tassement des investissements productifs et la chute de la vélocité de la monnaie liés à une déflation.

Mario Draghi a fini par l'admettre hier : nous traversons une crise de la demande, comme dans les années trente, ce qui explique incidemment pourquoi la politique monétaire de la BCE est, par son retard et sa pusillanimité, devenue inopérante.

C'est bien sûr extrêmement grave.

A cet égard, Keynes est le plus décisif : l'économiste anglais considérait qu'une déflation est beaucoup plus grave qu'une situation inflationniste et qu'elle accentue les inégalités sociales tout en paralysant l'économie.

Il faut donc que l'Etat accepte une politique de déficit budgétaire plutôt qu'un retour à l'équilibre. Aujourd'hui, nous sommes tombés trop bas et trop loin pour désendetter rapidement l'Etat, d'autant que l'euro a ôté la flexibilité de la dévaluation et que la déflation augmente le coût de la dette. D'ailleurs, ne sommes-nous déjà pas dans cette situation. La meilleure illustration en est les objectifs budgétaires du gouvernement en formation qui ont été, à juste titre, assouplis par rapport à leur envergure initiale.

Bien sûr, il est paradoxal de promouvoir une politique de déficit budgétaire alors que l'endettement public a été détourné pour financer des dépenses courantes plutôt que d'infrastructure.

C'est toute l'erreur d'avoir été complaisant à partir des années septante, sans réaliser que cet endettement pervertissait la fonction de l'Etat.

L'Etat va devoir continuer à jouer un rôle important, d'autant que l'économie capitaliste ne génère pas naturellement le plein emploi.

Dans les circonstances déflationnistes, la main invisible d'Adam Smith écrit une mythologie car les intérêts publics et privés ne peuvent pas coïncider.

J'avais imaginé que la crise se terminerait par une temporaire étatisation inflationniste. Mais c'est plus grave : ce sera une étatisation déflationniste.

Tout cela parce que, contrairement à d'autres pays et continents, nous avons répété les mêmes erreurs que dans les années trente.

Keynes l'avait dénoncé.

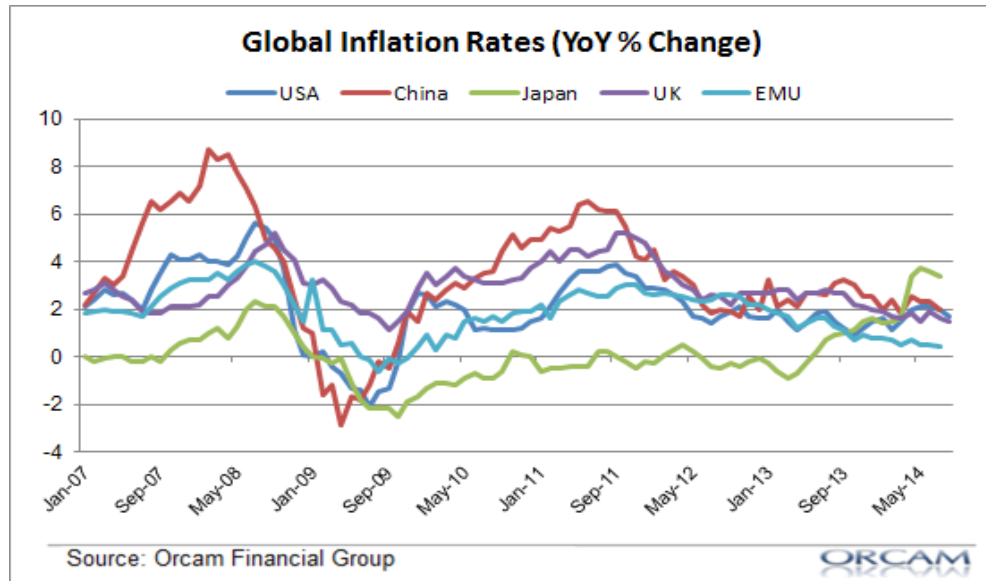
Mais il disait lui-même qu'il avait été meilleur dans la prophétie que la persuasion.

C'est peut-être le triste sort des hommes plus clairvoyants.

Désinflation mondiale !

by Michel Santion 25 septembre 2014

Pour éviter la stagnation séculaire, la BCE – comme la Banque du Japon – doit promouvoir l'inflation.



Trop de déflation? Il suffit de déplacer la manette des dollars.

'Et maintenant, ceci: un défaut semble de plus en plus probable en Ukraine'

par Audrey Duperron · 24 sept. 2014 Express.be

On parle beaucoup de l'Ukraine pour évoquer les risques géopolitiques associés à ce pays, mais on oublie que le pays est aussi menacé par sa situation économique, affirme Walter Kurtz sur son blog Sober Look. Selon lui, l'Ukraine est au bord de la faillite.

Il note que l'Ukraine est confrontée à une récession majeure. Le pays a dû

opérer des réajustements douloureux sur les derniers mois, compte tenu de la remise en cause de ses liens étroits avec la Russie.

Les exportations ont chuté de 19% l'année dernière, et l'on s'attend à ce qu'elles se contractent encore davantage. L'un des exemples de ces réductions d'exportations est fourni par le constructeur de l'avion ukrainien Antonov, qui équipait traditionnellement l'armée de l'air russe, notamment pendant l'ère soviétique.

Mais la fin de cette coopération militaire a mis l'entreprise en difficultés, et elle a enregistré un manque à gagner de 150 millions de dollars avec la perte d'un contrat portant sur la livraison d'avions An-148 qu'elle devait fournir à l'armée russe. Cette dernière ne devrait pas rencontrer de problème pour remplacer son fournisseur, mais il est moins probable qu'Antonov retrouve un tel client.

Kurtz aligne également une série d'indicateurs évocateurs :

1. Le PIB de l'Ukraine s'est contracté de 5% par rapport à l'année dernière, et on s'attend à un taux de croissance encore pire.
2. Les ventes de détail se sont effondrées à un rythme inédit depuis la crise financière.
3. La production industrielle a chuté de près de 20%
4. Le plus gros problème à l'heure actuelle est posé par la devise nationale, la hryvnia, qui, malgré les contrôles de changes, n'a jamais eu une parité aussi faible, pour partie en raison des fuites de capitaux que le gouvernement ne parvient pas à endiguer. Cela implique que l'Ukraine ne disposera pas des ressources suffisantes pour acheter du combustible pour le chauffage alors que l'hiver est très rigoureux dans ce pays. En outre, on ignore si le gouvernement dispose de moyens pour venir en aide à la population.
5. Le taux de l'inflation dépasse les 14% et il pourrait continuer à augmenter si la parité de la hryvnia continue de s'effriter. Les salaires réels des travailleurs ukrainiens accusent de fortes baisses.
6. La situation budgétaire du pays est dramatique. Kiev a utilisé ses réserves de change pour défendre la hryvnia, et le pays ne doit le semblant de normalité de l'Ukraine qu'il a laissé paraître sur les marchés des changes qu'à des prêts du FMI.
7. La dette publique continue de grimper, notamment parce que le pays

tente de sauver son système bancaire. Selon un rapport de l'agence de notation Fitch, le rapport de la dette souveraine sur le PIB a quadruplé depuis 2008.

Un certain nombre d'économistes, et la banque Goldman Sachs, estiment qu'étant donné la dégradation de la conjoncture économique, la dette publique du pays est devenue intenable et qu'un défaut semble de plus en plus probable.

Les conseillers auprès de l'UE préconisent le recours à l'armée pour combattre les grèves et les manifestations !!!

Blog de la résistance 25 septembre

Incroyable news donnée ici par WSWS : le totalitarisme avance sans plus ramper à visage découvert, nous entrons dans le meilleur des mondes ; " *les universitaires et les politiciens sont parfaitement conscients des implications révolutionnaires de la crise*" : maintenant vous le peuple, êtes de plus en plus conscients qu'ils en sont conscients et qu'ils vont essayer de "verrouiller" tout ça, d'où nos libertés qui s'effritent jours après jours : Restez vigilants , Agissez avant qu'il ne soit trop tard ; Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance

===

Les experts d'un groupe de réflexion de l'Union européenne exigent que l'UE se prépare à mettre fin au moyen de la force militaire aux grèves et aux manifestations. Du fait de l'inégalité sociale grandissante dans une économie mondialisée et du nombre de conflits armés croissants à l'intérieur des frontières de l'UE, de telles diatribes se multiplieront inévitablement.

Dans cette étude réalisée par l'Institut d'Etudes de sécurité de l'Union européenne, les auteurs ont carrément déclaré que face à ces développements, il faudra utiliser l'armée de plus en plus fréquemment pour maintenir l'ordre et protéger les riches de la colère des pauvres.

Le livre, intitulé « Perspectives 2020 pour la défense européenne », a été publié un an après le quasi effondrement du système financier mondial en 2008. Il montre clairement que les universitaires et les politiciens sont parfaitement conscients des implications révolutionnaires de la crise. Ils sont en train de créer différents scénarios qui permettent de réprimer l'opposition de la vaste majorité de la population contre les attaques sociales.

En présentant le mois dernier un compte rendu de cette étude, la radio allemande Deutschlandfunk a rapporté que « Dans le cadre de la politique étrangère et sécuritaire conjointe, les responsabilités de la police et des forces armées sont de plus en plus fusionnées et les capacités de lutte contre les protestations sociales renforcées. » Officiellement, il est question d'interventions dans des pays à l'extérieur de l'UE.

« Mais, en vertu de l'article 222 du traité de Lisbonne, un fondement juridique a été créé pour le déploiement de l'armée et d'unités paramilitaires à l'intérieur d'Etats de l'UE en crise. »

Le livre a été rédigé par une équipe d'universitaires et d'experts dans le domaine de la politique sécuritaire, de la défense et de la politique étrangère. La préface a été écrite par la représentante de la politique étrangère de l'UE, Catherine Ashton. Elle y définit les paramètres à long terme de la politique sécuritaire de l'UE. Son introduction et le fait que l'institut soit une institution de l'UE confèrent à l'étude un sceau d'approbation officiel.

La contribution la plus longue du livre intitulée « L'UE et l'environnement sécuritaire mondialisé » résume l'orientation des projets de l'UE. Le professeur, Tomas Ries, directeur de l'Institut suédois des Affaires internationales, y suggère que l'UE combatte de plus en plus fréquemment les problèmes sociaux par des moyens militaires.

Durant la Guerre froide, Ries était déjà un acteur externe, expérimenté, sélectionneur d'agenda (« agenda-setter ») pour les militaires des pays d'Europe du Nord. Après l'effondrement de l'Union soviétique, il se consacra à l'étude de la politique sécuritaire mondiale.

Ries considère que la menace principale à la « sécurité » est un violent « conflit entre les classes socioéconomiques inégales dans la société mondiale » qui seraient « des tensions verticalement asymétriques dans le village mondial. » Pour dire les choses simplement, la principale « question sécuritaire » est la lutte des classes dans l'économie mondiale mondialisée.

Pour illustrer ces « tensions verticalement asymétriques », Ries présente un diagramme de l'inégalité sociale. En haut il y a les groupes transnationaux, les « Fortune Global 1000 », ou les 1.000 entreprises disposant du plus gros revenu. Il a calculé, qu'en pourcentage de la population mondiale, ils correspondent à 0,1 pour cent, soit près de 7 millions de personnes. Il voit un

contingent bien plus vaste dans les centaines de millions d'affamés de la population mondiale. Ceux-ci se trouvent tout en bas du diagramme.

Pour les conflits sociaux, économiques et politiques inévitables qui découlent de cette inégalité, il recommande que l'UE entre en « symbiose » avec les entreprises mondiales. Le pouvoir de ces entreprises « dans les domaines de la technologie et de l'économie ne cesse de croître et par conséquent elles gagnent aussi de l'influence dans d'autres domaines. Mais, elles ont besoin de l'Etat et l'Etat a besoin d'elles. »

De par la crise financière, l'Etat a déjà assumé sa part dans la « symbiose ». Les dettes des banques ont été chargées sur le dos de la population et les conditions de vie de la classe ouvrière ont été attaquées et minées.

Comme conséquence de ces attaques fondamentale contre les droits sociaux de la classe ouvrière, un conflit social va inévitablement se développer, selon Ries, et qui affectera d'importantes parties de l'infrastructure.

Ries cite des exemples du type de luttes ouvrières auxquelles il pense : la grève des éboueurs de Naples, en Italie, la grève des pompiers de Liverpool, en Angleterre, et des aiguilleurs du ciel aux Etats-Unis.

Dans toutes ces situations, l'armée avait été utilisée pour maintenir l'infrastructure. Bien qu'il ne s'agisse pas là du travail de l'armée, Ries prévient que dans les années à venir l'armée devra être déployée de plus en plus fréquemment sur le plan intérieur. En raison de ces tensions, écrit-il, on fera appel plus fortement à un « travail de police » qui sera effectué par l'armée.

Depuis que ces lignes ont été écrites, des soldats ont été déployés contre des grévistes en Espagne et en Grèce, ou bien la loi martiale a été instaurée pour les forcer à reprendre le travail. Pour Ries, ceci est inévitable.

Les riches doivent être protégés des pauvres, explique le professeur. Puisque « le pourcentage de la population qui est pauvre et frustrée continuera d'être très élevé, les tensions entre ce monde et le monde des riches continueront de croître avec les conséquences qui en découlent. Puisque qu'il nous sera à peine possible de surmonter les causes de ce problème d'ici 2020, c'est-à-dire les défauts de fonctionnement de la société, nous devons nous protéger plus efficacement. »

Par « défauts de fonctionnement, » Ries entend les conséquences sociales du

système de profit capitaliste mondial, tout comme les guerres qui sont menées pour garantir son maintien. Mais ce sont là deux composantes fondamentales du système capitaliste et qui poussent de plus en plus de gens dans la pauvreté ou à devenir des réfugiés. La protection des riches contre les pauvres est décrite par Ries comme une « stratégie du perdant », c'est-à-dire une stratégie à l'encontre des perdants du système. Bien que « moralement très suspecte, » il n'y aura « aucune façon de la contourner si nous ne sommes pas en mesure de surmonter les causes de ce problème. »

Par ses remarques, Ries résume la perspective sociale de la classe dirigeante. Elle est prête à défendre ses privilèges et sa richesse face à l'opposition de la population.

Ries ne demande pas uniquement un régime militaire européen pour réprimer les grèves mais il réclame aussi un renforcement massif des Etats de l'UE. D'ici 2020 au plus tard, l'UE devra considérablement élargir ses capacités militaires afin de disposer de toute la gamme de capacités indispensables pour mener un combat de haute intensité, fait remarquer Ries.

Selon Ries, la paix entre les grandes puissances « est totalement et entièrement tributaire du fonctionnement de l'économie mondiale. » « Si elle se brisait, l'ordre politique pacifique serait probablement aussi détruit. » C'est à cela que doit se préparer l'UE.

Ries décrit la Russie comme étant tout particulièrement dangereuse pour l'UE. « Une forte politique d'hégémonie » est exigée contre ce pays. Entre-temps, depuis que ces lignes ont été écrites, l'UE a établi sa « politique d'hégémonie ». Après avoir orchestré un coup d'Etat fasciste en Ukraine pour repousser l'influence russe, la voie de la confrontation a été adoptée contre le Kremlin. Ries décrit comment ceci va encore évoluer : en une guerre à l'extérieur du pays et une guerre à l'intérieur.

Médias : seuls 22% des américains font confiance à la presse écrite...

Les moutons enrégés 25 septembre

L'enquête Gallup menée aux états-unis afin de mesurer la confiance dans les médias montre qu'une grande majorité d'américains se défient aujourd'hui du système médiatique.

A la question : « accordez-vous votre confiance aux médias pour relater

une information complète, exacte et honnête ? », seulement 40% des sondés ont répondu par l'affirmative, c'est le plus bas niveau depuis 20 ans que ce type d'enquête existe.



Une autre étude menée en 2009 par le [Pew Research Center](#) détaillait un certain nombre de résultats. 63% des américains déclaraient ainsi penser que les informations relatées dans les médias étaient inexactes et que 70% essayaient de camoufler leurs erreurs plutôt que de les corriger en faisant preuve de transparence. Les sources citées pour s'informer étaient par ordre d'importance, la télévision pour 71% des sondés, devant Internet qui arrive en deuxième position, cité comme source principale d'information par 42% des personnes devant la presse papier (33%). Ce phénomène a du reste continué à s'amplifier aux USA comme en France, comme le montre la crise endémique que traverse le secteur qui se traduit par [une baisse continue de la diffusion](#).

Les causes de cette défiance historique sont principalement à chercher dans les liens entre le pouvoir politique et l'appareil médiatique, liens qui se sont révélés aux yeux du public américain à l'occasion de la campagne de réélection de GW Bush de 2003 à partir de laquelle on observe une chute de près de 10 points de la confiance dans les médias. Selon l'enquête PIEW, seuls 20% des sondés estiment que les médias sont indépendants des pouvoirs politiques ou des groupes de pression.

Selon le journaliste Michael Kriger :

« des bureaucrates et des personnalités des médias possèdent le droit divin de décider de ce que le public a le droit de savoir : ce que cela masque, c'est l'opinion bien assise de sa propre supériorité sur des masses incultes »

Le correspondant du NY Times pour le Pentagone, Tom Shanker, résumait les choses ainsi à son confrère :

« Le gouvernement a vraiment besoin de faire passer ses messages dans la

population américaine, et il sait que le meilleur moyen est d'utiliser les médias (...). La relation entre le gouvernement et les médias est comme un mariage : c'est effectivement un mariage à problèmes, mais nous restons ensemble pour les enfants «

Le système médiatique apparaît donc bien de plus en plus aux citoyens comme un système de propagande, comme le montrent du reste les narratives élaborées à l'occasion des conflits, que ce soit en Ukraine, en Syrie ou en Libye, et le traitement indigne que font subir à l'information certains titres de presse comme Le Monde ou encore Libération, pour ne prendre que des exemples français.

En France, une enquête similaire a été menée tout récemment par [l'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique](#) et a fait ressortir des résultats encore bien pires qu'aux États-Unis.

Le sondage a été réalisé en ligne en février 2014 sur un échantillon de plus de 5000 personnes, il en ressort des chiffres stupéfiants sur l'état des médias français et la confiance qu'ils inspirent :

95% des répondants considèrent les médias comme peu ou pas indépendants, ils sont influencés avant tout par leur propriétaire pour 88%, et par les annonceurs (81%). Quant on sait par exemple que Bernard Henri Lévy, a été membre du conseil de surveillance d'Arte, de Libération, et actuellement du journal Le Monde, on est plus vraiment surpris de leur couverture indigne et biaisée du conflit ukrainien ou palestinien...

Seule bonne nouvelle, mais de taille, Internet est plébiscité comme le média le plus indépendant par 94% des sondés mais aussi comme celui respectant le plus la liberté d'expression (75%).

Les médias alternatifs se posent ainsi de plus en plus en alternative crédible face à un système médiatique de mieux en mieux perçu comme corrompu et propagandiste, ce qui se traduit par le déclin inexorable des audiences des grands quotidiens nationaux et la montée proportionnelle des sites d'information indépendants, comme par exemple les moutons enragés, dont l'audience ne cesse de grandir pour dépasser actuellement les 80 000 pages vues chaque jour.